

I4CE

Questionnaire aux candidats à l'élection présidentielle 2022

Février 2022

Quel sera votre budget pour le climat ?

Questionnaire d'I4CE aux candidats à l'élection présidentielle

Introduction

Pour aider la France et les Français à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux effets du réchauffement climatique, l'Etat a recours à différents types de mesures. Il utilise la réglementation, par exemple pour fixer des limites à la consommation d'énergie des nouveaux bâtiments, ou le levier fiscal, notamment pour taxer l'acquisition des véhicules les plus émetteurs de CO₂. Il a recours aussi à des financements publics, que ce soit pour investir lui-même – dans la rénovation des bâtiments publics par exemple – ou aider d'autres à investir : il subventionne ainsi les ménages qui rénovent énergétiquement leurs logements ou achètent un véhicule moins polluant, aide les entreprises qui transforment leurs usines et les agriculteurs qui changent leurs pratiques, les collectivités qui développent les transports collectifs...

Les financements publics de l'Etat pour accompagner la transition ont augmenté ces dix dernières années, et particulièrement avec le plan France Relance qui va arriver à échéance en 2022. Quel sera le budget de l'Etat pour le climat après 2022 ? C'est la question que nous posons aux candidats à l'élection présidentielle.

Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse à cette question. Certains candidats voudront investir plus d'argent public pour le climat, quand d'autres préféreront utiliser les autres leviers de l'action publique pour inciter les ménages et les entreprises à investir. Ce qui importe, c'est que tous clarifient les mesures qu'ils prendront pour atteindre les objectifs climatiques qu'ils fixeront à la France, et qu'ils disent quel est leur "budget pour le climat" qui en découle.

Objectif du questionnaire

Le questionnaire ci-dessous est adressé aux principaux candidats à l'élection présidentielle. Les réponses apportées permettront à l'équipe d'I4CE de décrypter les programmes des candidats, et feront l'objet d'une communication publique.

Le décryptage d'I4CE ne dira pas qui a raison ou tort. Il mettra en avant pour chaque candidat :

- ***S'il a effectivement préparé un budget pour le climat.*** Pour cela, I4CE regardera s'il a des propositions pour répondre aux défis budgétaires identifiés par l'Institut (voir encadré 1) et, quand ces propositions ont un coût budgétaire, si ce coût a été estimé.
- ***La « philosophie » de son budget pour le climat :*** compte-t-il investir plus d'argent public pour le climat qu'aujourd'hui ou préfère-t-il utiliser d'autres leviers pour mobiliser des investissements privés ? Quels sont les secteurs ou les acteurs qui bénéficieront en priorité des financements publics favorables au climat ? Comment compte-t-il s'assurer de l'efficacité de ces financements ? S'il veut dépenser plus qu'aujourd'hui pour le climat, où trouvera-t-il l'argent public nécessaire ?

Encadré 1. Les défis budgétaires du prochain quinquennat

I4CE a identifié 16 défis budgétaires qui devront être relevés lors du prochain quinquennat. Cette liste est non exhaustive, elle se concentre sur les domaines de compétence de l'Institut. Pour plus de détails sur ces défis, nous vous renvoyons vers le document « Présidentielle 2022 : quel sera votre budget pour le climat » joint à ce questionnaire.

#Rénovation

Améliorer l'efficacité des aides à la rénovation des bâtiments

Anticiper la hausse des dépenses pour la rénovation

#Mobilité

Réformer les aides à l'acquisition de véhicules bas carbone

Financer les infrastructures de recharge pour les véhicules bas carbone

Financer les infrastructures de transport en commun dans la durée

#Energie

Energie décarbonée : dire clairement qui paiera (et combien)

#Agriculture

Revoir les critères d'attribution des aides agricoles et alimentaires

Aider les ménages modestes à faire face à la hausse des coûts de l'alimentation durable

Accompagner les éleveurs dans la transition

#Forêt

Dépenser plus efficacement pour la forêt et le stockage de carbone

#Adaptation

Prévoir des ressources pour l'adaptation

Conditionner les investissements publics à l'adaptation

#Territoires

Donner aux collectivités les moyens de faire la transition

#Fiscalité

Réformer les niches fiscales dites « défavorables » au climat

Clarifier l'usage des recettes de la fiscalité énergie-climat

#Bouclage budgétaire

Boucler votre budget pour le climat

Structure du questionnaire

Le questionnaire est structuré en deux parties.

Dans la première, nous posons quelques questions générales vous permettant d'explicitier la philosophie de votre budget pour le climat.

Dans la seconde partie, nous vous demandons de lister vos propositions relatives à 8 thèmes allant de la décarbonation des transports à la transition agricole et alimentaire en passant par l'adaptation aux impacts du changement climatique ou aux moyens financiers des collectivités locales pour le climat. Pour chacun de ces thèmes, nous vous demandons d'indiquer dans un tableau :

- Là où c'est pertinent, si vous comptez modifier les objectifs que la France s'est déjà fixés et les grandes orientations stratégiques prises, notamment dans sa stratégie nationale bas carbone ou la programmation pluriannuelle de l'énergie. Par exemple : la révision à la hausse ou à la baisse du nombre de logements à rénover énergétiquement chaque année, l'accélération ou le report de l'objectif de fin des ventes de véhicules thermiques neufs, etc.
- Vos mesures relatives à ce thème, et en particulier celles prévues pour relever les défis budgétaires identifiés par I4CE (voir Encadré 1). Nous vous demandons de les classer selon quatre types de mesures : la dépense publique ; la réglementation ; la fiscalité ; autres. Voir le tableau 1 ci-dessous pour plus de précisions sur cette typologie.
- Pour chaque mesure pour laquelle cela est pertinent, son impact budgétaire annuel, à la hausse ou à la baisse, par rapport au budget 2022, et la méthode ou la source utilisées pour estimer cet impact.

Un tableau additionnel est également prévu pour décrire des propositions pour le climat qui ne répondraient pas à l'un des 8 thèmes pré-identifiés.

Si vous avez des questions ou rencontrez le moindre problème pour répondre au questionnaire, nous restons à votre disposition (voir les coordonnées des personnes contacts au début du document).

Prochaines échéances

Nous vous demandons de répondre à ce questionnaire d'ici au 4 février. Si vous n'êtes pas en capacité d'y répondre avant cette date, par exemple parce que le programme de votre candidat n'est pas finalisé, merci de nous en informer.

Sur la base de votre réponse, l'équipe d'I4CE rédigera un premier décriptage d'ici au 20 février. Ce décriptage ne sera pas publié : nous vous en communiquerons les grandes lignes et vous laisserons quelques jours pour apporter si nécessaire des compléments d'information. Le décriptage final sera publié fin février/début mars.

Première partie du questionnaire

Pour chacune des questions ci-dessous, merci de répondre en 250 mots maximum.

Comptez-vous revoir à la hausse ou à la baisse les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre que la France s'est fixée à l'horizon 2030 et à l'horizon 2050 ? *NB : vous pourrez, dans la suite du questionnaire, indiquer les objectifs sectoriels que vous souhaitez réviser, par exemple sur la production d'énergie, la rénovation des bâtiments, les véhicules, l'agriculture ou encore la forêt.*

Les financements publics sont un des leviers dont dispose l'Etat pour accompagner la lutte contre les changements climatiques. Est-ce un levier que vous comptez mobiliser et pourquoi ? Quelle place accordez-vous aux autres leviers dont dispose l'Etat pour le climat, que ce soit la réglementation ou la fiscalité ? Avez-vous estimé la hausse ou la baisse des financements publics que vous consacrerez au climat ?

Il nous semble important de programmer dans la durée les financements alloués par l'Etat à la lutte contre les changements climatiques : l'Etat se fixant des objectifs à l'horizon 2030, il devrait être en capacité de clarifier, même dans les grandes masses, les moyens alloués à cet horizon et a minima sur le prochain quinquennat. Quels outils, notamment législatifs, envisagez-vous pour inscrire les moyens de l'action pour le climat dans la durée ? Avez-vous par exemple prévu d'adopter une loi de programmation des financements publics pour le climat ?

A qui bénéficient prioritairement les financements publics que vous consacrez au climat et pourquoi : à l'ensemble des ménages ou aux ménages modestes ? Aux collectivités locales ? A l'ensemble des entreprises ou à certaines d'entre elles ?

Les financements publics pour le climat sont un moyen et pas une fin en soi. Ainsi, ce qui compte vraiment ce ne sont pas les milliards dépensés pour aider les français à rénover leurs logements, mais plutôt les réductions d'émissions de CO2 effectivement générées, qui doivent nous mettre sur la voie de la neutralité carbone et si possible à moindre coût. Quelles sont les principales mesures, sectorielles ou globales, envisagées pour s'assurer de l'efficacité des financements publics ?

Si vous prévoyez des dépenses publiques additionnelles pour le climat sur le prochain quinquennat, comment comptez-vous les financer ? Par de l'endettement, la hausse de la fiscalité (laquelle ?), la baisse d'autres dépenses (lesquelles ?) ? Espérez-vous une hausse des recettes fiscales engendrée par vos propositions économiques voire par les investissements publics et privés pour le climat ? Envisagez-vous une modification des règles budgétaires européennes par exemple pour traiter différemment les investissements publics pour le climat ?

Seconde partie du questionnaire

Tableau 1. Typologie des mesures

<i>Nature de mesure</i>	<i>Exemple de mesures</i>
<i>Dépense : dépenses budgétaires et extra-budgétaires, autres instruments financiers</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Subvention - Augmentation des dotations - Certificats d'Economie d'Energie - Garanties publiques, prêts bonifiés
<i>Règlementation</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Obligations et interdictions
<i>Fiscalité : fiscalité et dépenses fiscales</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Taxe carbone, taxes sur l'énergie - Exemption/allègement de fiscalité - Dispositifs de type bonus-malus - Système d'échange de quotas d'émissions
<i>Autres</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Tiers-financement

Thème : Rénovation énergétique des bâtiments		
Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Améliorer l'efficacité des aides à la rénovation des bâtiments ; anticiper la hausse des dépenses budgétaires		
Evolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques		
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Fiscalité		
Règlementation		
Dépense		
Autre		

Thème : Décarbonation des transports		
Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Réformer les aides à l'acquisition de véhicules bas carbone ; Financer les infrastructures de recharge pour les véhicules bas carbone ; Financer les infrastructures de transport en commun dans la durée		
Evolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques		
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Fiscalité		
Règlementation		
Dépense		
Autre		

Thème : Production d'énergie décarbonée		
Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Dire clairement qui paiera (et combien)		
Evolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques		
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Fiscalité		
Règlementation		
Dépense		
Autre		

Thème : Transition agricole et alimentaire		
Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Revoir les critères d'attribution des aides agricoles et alimentaires ; Aider les ménages modestes à faire face à la hausse des coûts de l'alimentation durable ; Accompagner les éleveurs dans la transition		
Evolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques		
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Fiscalité		
Règlementation		
Dépense		
Autre		

Thème : Forêt		
Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Dépenser plus efficacement pour la forêt et le stockage de carbone		
Evolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques		
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Fiscalité		
Règlementation		
Dépense		
Autre		

Thème : Adaptation		
Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Prévoir des ressources pour l'adaptation ; Conditionner les dépenses publiques de long terme à la prise en compte de l'adaptation		
Evolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques		
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Fiscalité		
Règlementation		
Dépense		
Autre		

Thème : Collectivités		
Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Donner aux collectivités les moyens de faire la transition		
Evolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques		
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Fiscalité		
Règlementation		
Dépense		
Autre		

Thème : Réforme de la fiscalité		
Rappel des défis budgétaires identifiés par I4CE : Réformer les niches fiscales dites « défavorables » au climat ; Clarifier l'usage des recettes de la fiscalité énergie-climat		
Evolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques		
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Fiscalité		
Règlementation		
Dépense		
Autre		

Thème : Autre		
Evolution prévue des objectifs et des grandes orientations stratégiques		
Nature des mesures	Mesures	Impact budgétaire estimé (et méthode/source)
Fiscalité		
Règlementation		
Dépense		
Autre		